

Déclaration liminaire à la F3SCT-D 86 du 3 avril 2025 - FNEC-FP FO 86

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres de la F3SCT-D,

Nous restons dans une crise politique inégalée en France. Crise dont nous ne sommes nullement responsables mais dont ce gouvernement voudrait tirer parti pour faire passer sa politique. Pour faire état de notre position, citons ici le communiqué de notre Confédération : *« FO ne saurait accepter que les salariés soient contraints à des efforts et des sacrifices alors que des moyens budgétaires peuvent être mobilisés dans la manne des aides publiques versées aux entreprises, sans contrôle ni conditions, dans la lutte contre l'évasion fiscale ou dans la taxation des dividendes, dont le montant atteint des niveaux records, de près de 100 milliards d'euros en 2024.[...] FO dénonce les postures va-t'en guerre et toute escalade guerrière, d'où qu'elles viennent, et continue d'appeler à une résolution pacifique de tous les conflits dans le respect du droit international avec un engagement des autorités françaises en ce sens »*. Nous rappelons ici la devise historique de FO « Pain, Paix, Liberté ».

Dans la même veine, nous nous réjouissons que notre Confédération FO, suivie depuis par d'autres, se soient retirée du fameux conclave retraite.

Malgré tout, le Premier ministre ultra-minoritaire et illégitime, applique ses mesures imposées par 49.3. Macron et Bayrou infligent ainsi au pays un plan d'austérité encore plus dur que celui du gouvernement censuré, avec 50 milliards de réduction des dépenses publiques. Dans l'Éducation nationale, des coupes sont déjà décidées sur la formation des enseignants, sur l'ONISEP ou sur le Pass Culture, d'autres sont dans les tuyaux sur les frais de déplacements, les contractuels ou les remplacements. Il faut aussi noter les manifestations à l'université où des centaines de postes et des formations entières vont être supprimés. Nos élèves de terminale sont en première ligne, mais ils leur restera les formations du privé, abondées elles en argent public et dont le nombre explose.

Sur les salaires, après une année blanche en 2024 et la volonté affichée d'une autre année blanche pour 2025 (déjà 31,5 % de décrochage du point d'indice depuis 2000), c'est en plus une baisse nette de rémunération qui est actée avec le raboutage à 90 % des salaires en arrêt de maladie. Les AESH et les AED qui n'ont toujours pas de statuts ont, pour la très grande majorité, des salaires inférieurs à 1000€ !

Sur les postes, il faut noter que l'annonce de la soi-disant non suppression se traduit dans notre académie par 115 postes d'enseignants en moins pour la rentrée prochaine. Même si nous ne nions pas la baisse démographique, il est urgent de stopper ces suppressions et de créer des postes pour enfin retrouver des taux d'encadrement raisonnables.

Concernant la formation professionnelle, la Ministre a malheureusement rappelé tout l'intérêt qu'elle portait à la réforme de la voie professionnelle en cours. Nous gardons en mémoire que Mme Borne, Ministre du travail et Première ministre, a fortement poussé au

développement de l'apprentissage. Cette réforme de la voie professionnelle et surtout ce parcours Y cette année en terminale sont des inepties que nous combattons. Les élèves et les personnels vont en faire les frais : c'est 170h de cours en moins et une désorganisation des établissements.

Un mot sur le bâti scolaire, qui fait aussi les frais des coupes budgétaires depuis des années. Mais à force d'économies, les effets sur le terrain sont maintenant très visibles. Même si ce bâti est de la compétence des collectivités territoriales, la santé, la sécurité et les conditions de travail des personnels d'État est bien de la responsabilité de l'employeur Éducation nationale. Nous souhaitons donc que le rectorat, en sa qualité d'employeur, intervienne auprès des collectivités sur les situations qui apparaissent.

Enfin et surtout, nous ne pouvons plus supporter les situations de menaces, de violences, d'injures, de diffamation, qui se généralisent contre les personnels, souvent de la part d'élèves, voire de parents d'élèves. Nous ne parlons pas ici de l'exercice normal de notre métier qui consiste à tenir une classe, nous parlons ici de faits qui ne sont pas acceptables et qu'aucun personnel ne doit avoir à subir dans l'exercice de sa profession, des faits que nous pouvons lire à longueur de RSST. Les raisons de l'aggravation et de la massification de ces atteintes à la santé et à la sécurité des personnels dans ce contexte sont à ranger selon nous en trois catégories. Premièrement, le profil de certains élèves toujours plus difficiles, aggravé par l'inclusion systématique et le manque de place dans les structures spécialisées et/ou de soins. Deuxièmement, des conditions de travail très dégradées par le nombre d'élèves par classe, le manque de remplaçants voire d'enseignants avec des élèves qui n'ont plus cours dans certaines disciplines pendant des semaines ou des mois et aussi la désorganisation des services et des établissements par les différentes réformes. Enfin, et c'est parfois le plus difficile pour les personnels, les RSST s'en font d'ailleurs de plus en plus l'écho, le manque de réponse ou de réponse adaptée lorsque les collègues subissent ces actes de violences. Comme le disait à juste titre le Dr Polini, médecin de prévention dans la précédente instance de ce département : « *la réponse de l'administration est parfois plus impactante pour les personnels que l'évènement lui-même* ». Madame la Présidente, il est insupportable de voir des collègues en souffrance, souvent durablement, à cause de cela. Il est urgent que les collègues se sentent considérés, défendus et protégés par leur employeur. Nous demandons solennellement ici qu'il soit apporté la plus grande attention aux réponses données aux personnels après ce type de faits afin que les personnels puissent prendre ou reprendre leur classe convenablement. Le contenu des réponses fournies aux RSST fait aussi partie des éléments importants pour les personnels.

Le constat systémique que nous venons de dresser est visible à travers le recrutement. Les chiffres des inscrits aux concours enseignants 2025 sont clairs : moins 3000 inscrits par rapport à 2024 qui était déjà une année record par son faible nombre de candidats.

La FNEC FP-FO86 continuera d'agir sur les mandats adoptés dans ses instances pour défendre les personnels et tient à rappeler ici ses revendications :

- abrogation de la réforme des retraites
- augmentation des salaires et du point d'indice : + 10% tout de suite
- abandon définitif du jour de carence et du rabaillage à 90% du salaire en maladie

- retrait de toutes les mesures qui détruisent l'École publique : choc des savoirs, loi Rihac, réforme du lycée, réforme du bac, réforme de la voie professionnelle
- annulation de toutes les suppressions de postes et création de tous les postes nécessaires dès maintenant pour la rentrée 2025
- Abrogation de l'acte 2 de l'école inclusive et création d'un vrai statut pour les AESH et les AED
- arrêt de la marche à la guerre et des budgets d'économie de guerre.

Enfin, nous déposerons deux avis dans cette instance.

Merci de votre écoute.